



Communiqué de presse du 13 janvier 2022

Pas de subventions pour les millionnaires zurichoïses des médias

Dans un mois exactement, le 13 février prochain, le peuple suisse votera sur un train de mesures fédérales en faveur des médias. Ce dernier prévoit de subventionner de la presse au prétexte que la branche ferait face à des défis insurmontables liés à la numérisation de la société. Cette loi est ratée et dangereuse.

La loi soumise au vote prévoit de subventionner les médias à hauteur de 178 millions de francs par an ou plus d'un milliard pendant les sept premières années. Ceux qui en profiteront le plus sont les grands groupes de presse zurichoïses qui réalisent chaque année des millions de francs de bénéfices. Comment est-il possible de justifier le subventionnement d'une branche dont les acteurs font des bénéfices année après année ?

NON à la relégation en deuxième zone de la presse romande

Président du Comité romand NON au train de mesures en faveur des médias, Félicien Monnier a souligné que la loi aura pour effet de centraliser les pouvoirs de décision à Berne, ce qui n'est pas sans risque pour la presse romande : « Une telle perspective relègue la Suisse romande, sans même parler de la Suisse italienne, au statut de minorité à protéger, soumise au bon vouloir de la Berne fédérale et des groupes de presse zurichoïses. »

Lena Ebener, journaliste et vice-présidente du Comité romand NON au train de mesures en faveur des médias a rappelé son attachement à la diversité des médias et à l'indépendance de ses confrères et consoeurs. La loi telle que proposée menace encore plus la liberté et l'indépendance des médias. Lena Ebener a rappelé la récente polémique soulevée par les déclarations du CEO de Ringier, Marc Walder, qui laisse penser que les journalistes salariés du groupe doivent être aux ordres du pouvoir politique.

Ne mords pas la main qui te nourrit

Le vice-président des JLR Suisse, Alec von Barnekow, a relevé l'inégalité de traitement entre médias payants et médias gratuits. « L'Etat doit appliquer sa politique de manière cohérente, soit il subventionne tout le monde, soit il ne subventionne personne. » Il a poursuivi en affirmant « Je ne saurais vous citer un média qui n'ait pas de déclinaison online de son journal ou de ses articles. Le tournant numérique a eu lieu et se poursuit dans ce domaine. Dès lors, je n'arrive pas à comprendre pourquoi on souhaite subventionner un marché qui a déjà fait sa transformation ou dont la transformation est déjà très avancée. »

Enfin, le conseiller aux Etats PLR Philippe Bauer a plaidé contre l'étatisation de la presse et pour la liberté de cette dernière. Il a en outre redit que son opposition à la soumission des médias au principe « qui paie commande » et aux dangers qui menacent les journalistes dans un tel cas de figure.

En effet, nul ne mord la main qui le nourrit ! Ce vieux dicton populaire s'applique également à la presse. Si cette dernière devient tributaire de subventions politiques, elle hésitera de plus en plus à jouer son rôle de contre-pouvoir indépendant. Pour toutes ces raisons, le Comité romand NON au train de mesures en faveur des médias vous invite à voter NON le 13 février prochain.

Contact : Félicien Monnier, 078 602 51 93

Comité romand NON aux médias contrôlés, Case postale 6724, 1002 Lausanne

<https://medias-train-de-mesures-non.ch> – info@medias-train-de-mesures-non.ch